

Le revenu à Montréal

sous observation



Coup d'oeil sur les plus récentes données sur le revenu
dans les territoires sociosanitaires de l'Île

Recensement 2006

Québec 

CSSS CLSC	Revenu médian des familles économiques (\$)	Toutes les personnes	% SOUS LE SFR			Taux de chômage (%)	% sans D.E.S.* (25 ans et plus)	% d'immigrants récents
			Familles économiques	Familles monoparentales	Personnes hors familles économiques			
TERRITOIRE								
Ouest-de-l'Île	81 143	13	11	21	35	6,4	10	3,9
Lac-Saint-Louis	93 862	9	7	14	30	5,9	7	3,0
Pierrefonds	73 335	15	13	25	38	6,6	12	4,4
Dorval-Lachine-LaSalle	57 261	23	18	33	40	7,4	22	5,2
Dorval-Lachine	60 338	22	17	32	39	6,4	20	4,5
LaSalle	55 083	24	19	34	41	8,3	23	5,8
Sud-Ouest – Verdun	47 682	35	28	51	49	9,5	23	7,2
Pointe St-Charles	40 514	46	37	59	64	12,0	33	6,8
Verdun / Côte St-Paul	49 272	32	26	47	46	9,1	23	7,7
Saint-Henri	45 165	42	33	60	52	10,0	19	5,7
Pointe-de-l'Île	59 578	21	16	33	42	6,5	25	3,1
Rivière-des-Prairies	63 785	18	16	36	39	7,2	28	2,4
Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est	59 704	19	14	31	44	5,7	26	1,2
Mercier-Est / Anjou	57 153	23	17	33	41	6,5	23	4,7
Lucille-Teasdale	50 457	32	23	41	49	8,5	24	5,3
Olivier-Guimond	57 272	24	16	33	44	7,1	24	4,5
Hochelaga-Maisonneuve	41 895	42	33	51	54	9,3	27	5,5
Rosemont	52 877	29	21	39	47	8,7	21	5,6
Saint-Léonard et Saint-Michel	45 960	32	27	42	51	11,3	34	8,2
Saint-Léonard	49 352	27	23	36	47	10,6	31	7,6
Saint-Michel	41 627	37	32	47	57	12,4	38	9,1
De la Montagne	49 647	38	31	41	54	11,0	13	13,9
Côte-des-Neiges	51 447	34	29	38	52	10,2	11	13,9
Métro	67 765	36	27	38	53	9,6	5	11,6
Parc Extension	34 223	53	47	54	72	18,1	41	18,1
Cavendish	59 954	27	22	36	45	8,5	12	10,0
René-Cassin	65 458	24	19	35	42	7,4	13	8,2
NDG / Montréal-Ouest	55 667	30	25	37	47	9,1	11	11,3
Jeanne-Mance	51 740	37	25	43	51	8,0	15	6,4
Saint-Louis-du-Parc	53 426	36	25	46	53	7,9	15	5,5
Des Faubourgs	44 102	45	32	53	56	9,0	19	6,5
Plateau-Mont-Royal	57 379	31	20	32	44	7,1	11	7,0
Bordeaux-Cartierville – Saint-Laurent	51 617	32	27	37	46	10,3	19	12,9
Bordeaux-Cartierville	49 776	33	28	41	52	11,4	20	12,2
Saint-Laurent	53 018	30	26	35	42	9,7	17	13,3
Cœur-de-l'Île	47 403	34	25	43	50	8,8	22	6,8
Villeray	48 134	33	25	42	51	9,3	24	8,0
La Petite-Patrie	46 269	34	25	43	50	8,3	20	5,3
Ahuntsic et Montréal-Nord	48 233	33	26	44	51	10,6	27	7,7
Montréal-Nord	42 881	38	31	49	58	12,5	34	7,9
Ahuntsic	57 699	28	21	36	46	8,7	19	7,6
MONTRÉAL	54 660	29	23	39	48	8,8	20	7,5

* Diplôme d'études secondaires

Pourquoi s'intéresser au revenu?

La santé est fortement liée au niveau socioéconomique des individus. Qu'il s'agisse de maladie, d'espérance de vie ou de qualité de vie, il existe une relation étroite entre l'état de santé d'un individu et plusieurs indicateurs de sa position sociale, dont le revenu. Un aperçu des principales tendances en matière de revenu sur l'île de Montréal rend donc plus facile l'identification de populations vulnérables sur le plan de la santé et favorise une planification éclairée des programmes de santé publique.

Le revenu des familles progresse moins vite à Montréal

Alors que la tendance est à la hausse au Québec et au Canada, le revenu médian des familles montréalaises a légèrement décliné entre 2000 (55 032\$) et 2005 (54 660\$). Actuellement, il demeure inférieur au revenu médian des familles québécoises et canadiennes. Les disparités économiques entre les secteurs de CLSC sont considérables (voir tableau à l'intérieur) : le revenu médian des familles s'étend de 34 223\$ (Parc Extension) à 93 862\$ (Lac-Saint-Louis).

Le revenu d'emploi médian des individus se rapproche davantage de la moyenne québécoise. Il est plus élevé (37 163\$) pour les personnes ayant travaillé toute l'année à plein temps, toutefois la proportion de ce type de travailleurs est plus faible dans la métropole.

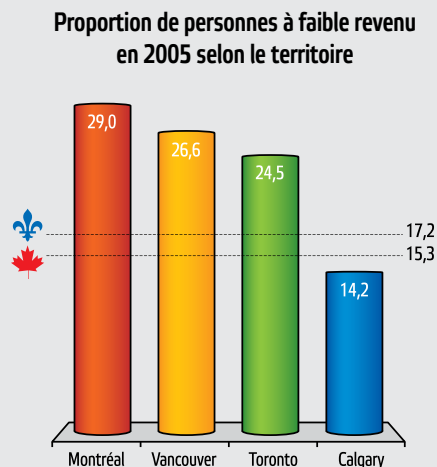
Un revenu médian personnel qui ne suit pas l'augmentation du coût de la vie

En 2006, 35% des Montréalais disposent d'un revenu de moins de 15 000\$. Il s'agit d'une diminution de 4% (environ 40 000 personnes) depuis 2000, alors que la proportion atteignait 39%. C'est toutefois une baisse inférieure à celle observée au Québec. Quant aux Montréalais à l'autre extrémité de l'échelle, disposant d'un revenu de 60 000\$ ou plus, on note une augmentation de 3% (environ 40 000 personnes également), leur proportion passant de 9% en 2000 à 12% en 2005.

Le revenu médian personnel est toutefois resté stable alors qu'on connaît une augmentation du coût de la vie et des hausses tarifaires importantes (par exemple, logement, électricité, essence).

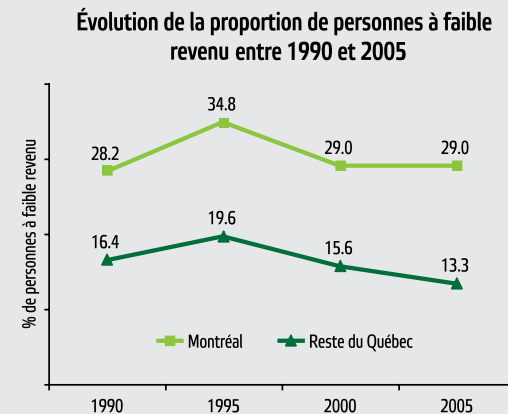
Montréal comparée à ses homologues canadiennes

Non seulement le revenu médian est plus faible à Montréal qu'ailleurs, la proportion de personnes vivant sous le seuil de faible revenu (SFR) y est beaucoup plus élevée, lorsqu'on compare aux moyennes québécoise et canadienne de même qu'à d'autres grandes villes canadiennes.



Comment la pauvreté évolue-t-elle dans la métropole?

De 1990 à 1995, la proportion de personnes vivant sous le SFR a grimpé, tant à Montréal que dans la l'ensemble du Québec. Par contre, après une hausse plus marquée dans la métropole, le taux a reculé pour ensuite demeurer stable depuis les cinq dernières années, alors que le taux québécois, pour sa part, a continué de baisser. Globalement, le taux de faible revenu montréalais en 2005 (29%) est similaire à celui de 1990 (28%).



Situation économique précaire pour plusieurs, en famille ou pas

Le taux de faible revenu, quelle que soit la modalité de vie, est beaucoup plus élevé à Montréal qu'ailleurs au Québec : trois fois plus chez les familles comptant un couple, près de deux fois plus parmi les familles monoparentales. À Montréal, lorsque dirigées par la mère, deux familles monoparentales sur cinq vivent sous le SFR. Des résultats alarmants, lorsqu'on connaît les répercussions de la pauvreté sur la santé des enfants et sur leur avenir. Quant aux personnes hors famille, c'est une sur deux qui vit sous le SFR, alors que Montréal accueille la plus forte proportion de ménages formés d'une seule personne.

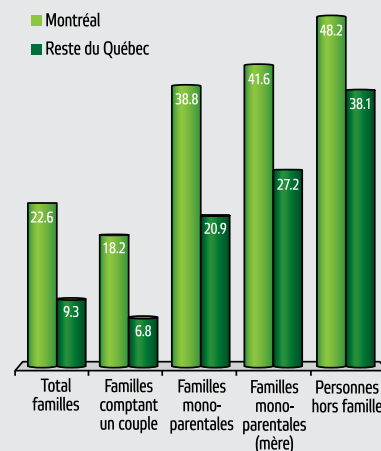
Et nos enfants, dans tout ça?

La pauvreté chez les enfants demeure très élevée dans la région montréalaise : parmi les jeunes de moins de 18 ans, environ un sur trois vit dans un ménage à faible revenu, un taux stable depuis 2000. Malgré une croissance économique favorable depuis le milieu des années 1990 ainsi que l'implantation de politiques familiales visant la réduction de la pauvreté infantile et l'adoption d'une loi dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, force est de constater que le taux de faible revenu chez les enfants (personnes de 18 ans et moins) en 2005 (34%) est équivalent à celui de 1990 (33%).

Sur une note plus positive

En ce qui concerne certains facteurs étroitement liés au revenu, on note d'abord, à Montréal, une proportion plus faible que dans le reste du Québec de personnes âgées de 25 ans et plus sans aucun certificat, diplôme ou grade (20% comparé à 24%) ainsi qu'une diminution importante de cette catégorie (de 29% en 2000 à 20% en 2005). À l'inverse, entre 2000 et 2005, la proportion de diplômés universitaires à Montréal est passée de 24% à 29%. Compte tenu du fait que l'éducation est un déterminant important de la santé, il s'agit d'une tendance favorable.

Prévalence (%) du faible revenu selon la structure familiale (2005)



Proportion de Montréalais sous le seuil de faible revenu en 2005 et son évolution depuis 2000

Les 29 CLSC

6011 Lac-Saint-Louis
6012 Pierrefonds
6021 Dorval-Lachine
6022 LaSalle
6031 Pointe Saint-Charles
6032 Verdun/Côte St-Paul
6034 Saint-Henri
6041 Rivière-des-Prairies
6042 Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est
6043 Mercier-Est/Anjou
6051 Olivier-Guimond
6052 Hochelaga-Maisonneuve
6053 Rosemont
6061 Saint-Léonard
6062 Saint-Michel
6071 Côte-des-Neiges
6074 Métro
6075 Parc Extension
6081 René-Cassin
6082 Notre-Dame-de-Grâce/Montréal-Ouest
6091 Saint-Louis-du-Parc
6092 Des Faubourgs
6093 Plateau-Mont-Royal
6111 Bordeaux-Cartierville
6112 Saint-Laurent
6121 Villieray
6122 La Petite-Patrie
6131 Montréal-Nord
6132 Ahuntsic

Globalement...

- La proportion de personnes vivant sous le seuil de faible revenu en 2005 à Montréal est de 29%.
- Le taux de faible revenu stagne depuis 2000 et, même s'il a varié entre 1990 et 2005, la région est sensiblement au même point que quinze ans plus tôt.

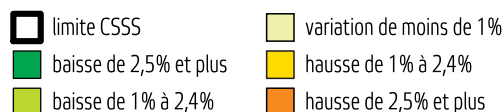
Des territoires à l'image de la région

- Dans certains territoires de CLSC, le taux de faible revenu est resté stable depuis 2000 et se maintient toujours autour de la moyenne de la métropole. C'est le cas notamment des CLSC de Saint-Léonard et de Saint-Laurent.

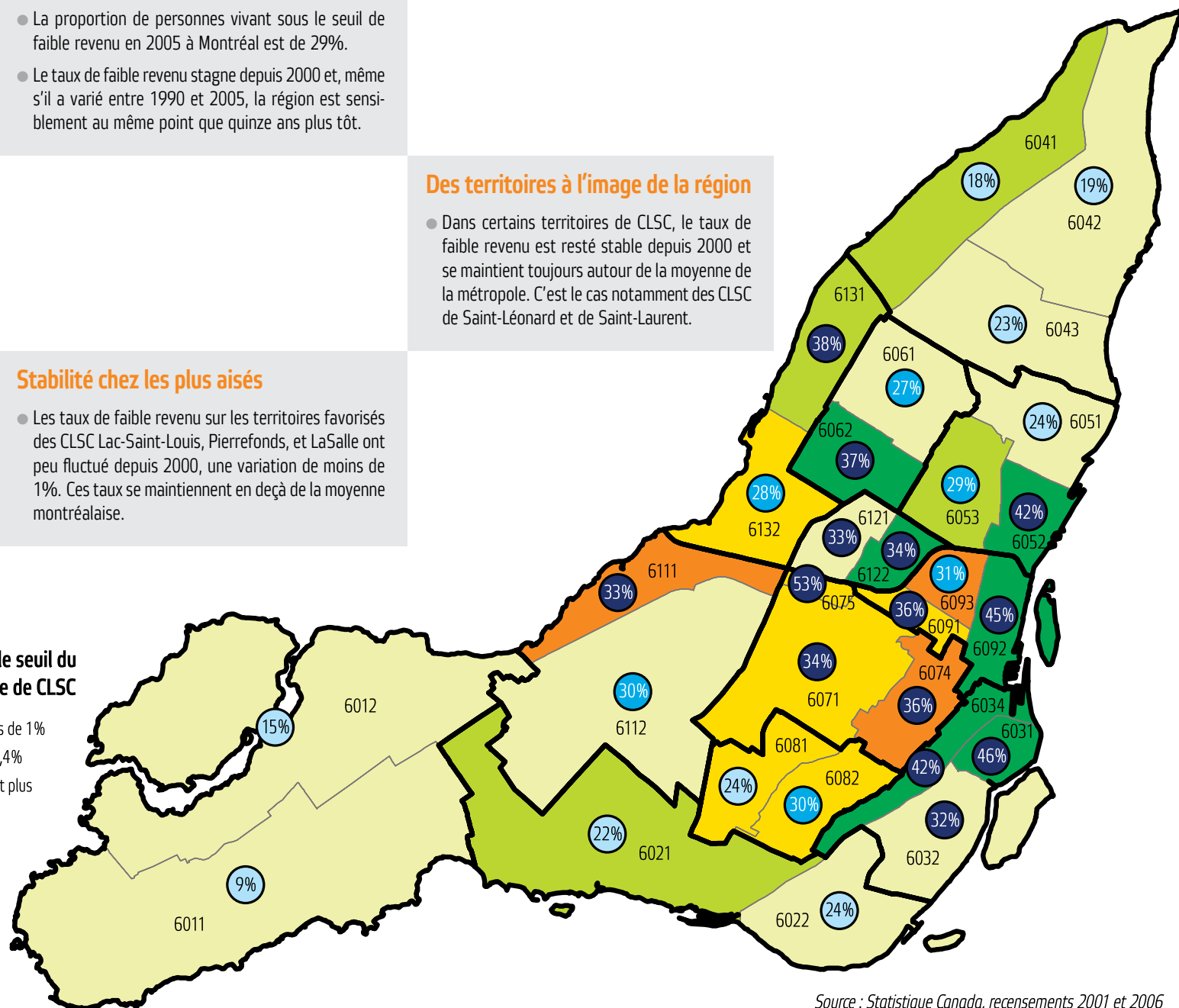
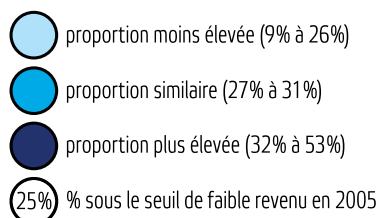
Stabilité chez les plus aisés

- Les taux de faible revenu sur les territoires favorisés des CLSC Lac-Saint-Louis, Pierrefonds, et LaSalle ont peu fluctué depuis 2000, une variation de moins de 1%. Ces taux se maintiennent en deçà de la moyenne montréalaise.

Variation de la proportion de personnes sous le seuil du faible revenu entre 2000 et 2005 par territoire de CLSC



Différence par rapport à Montréal



Source : Statistique Canada, recensements 2001 et 2006

Des écarts marqués, l'Est et l'Ouest toujours mieux nantis

- Des disparités économiques importantes subsistent entre les territoires de CLSC. Résultat plutôt prévisible, les territoires de CLSC du centre, du nord et du sud de l'île sont ceux qui présentent les plus hauts taux de faible revenu, alors que les extrémités est et ouest présentent les taux les plus faibles.
- Alors qu'au CLSC Lac-Saint-Louis on trouve une personne sur dix sous le seuil de faible revenu, dans Parc Extension c'est plutôt une personne sur deux qui est dans cette situation. Sur ce territoire, c'est aussi près d'une famille économique sur deux, plus de la moitié des familles monoparentales et les trois quarts des personnes hors familles qui vivent dans de telles conditions. De plus, au moment du dernier recensement, ce CLSC affiche le plus haut taux de chômage, la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires et la présence la plus importante d'immigrants récents (voir tableau).
- D'autres territoires présentent une situation qui se démarque de celle des plus favorisés, et même de la moyenne montréalaise. Dans les CLSC Saint-Henri et Pointe Saint-Charles, par exemple, la proportion de familles monoparentales sous le seuil de faible revenu est quatre fois plus élevée qu'au CLSC Lac-Saint-Louis.

Amélioration réelle des conditions ou changement de population?

- Plusieurs territoires où la prévalence du faible revenu est très élevée ont toutefois connu une baisse du taux de faible revenu entre 2000 et 2005, notamment les CLSC de Saint-Michel, Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Henri, Pointe Saint-Charles, des Faubourgs et La Petite-Patrie.
- Ces CLSC ont aussi connu une baisse du nombre de personnes à faible revenu, sauf le CLSC de Saint-Henri qui présente plutôt un nombre plus élevé d'entre elles en 2005 qu'en 2000.
- Cependant, les données ne permettent pas de dire s'il s'agit de réelles sorties de la pauvreté ou de l'effet de la mobilité, en particulier de l'arrivée de populations plus aisées. Toutefois, comme on n'observe aucune réelle tendance à une diminution du faible revenu à l'échelle montréalaise, on peut penser que c'est attribuable davantage aux déplacements de populations.

Détérioration des conditions dans les territoires défavorisés : l'immigration en cause?

- Fait préoccupant, à l'exception du CLSC du Plateau-Mont-Royal, les hausses les plus importantes (2,5% et plus) de la proportion de personnes à faible revenu ont été enregistrées sur des territoires présentant déjà des taux plus élevés que la moyenne montréalaise (Bordeaux-Cartierville et Métro).
- D'autres CLSC affichant un taux de faible revenu plus élevé que la moyenne ont aussi connu une augmentation (Côte-des-Neiges, Parc Extension et Saint-Louis-du-Parc), mais dans une plus faible mesure (de 1% à 2,4%). Dans ces secteurs, on semble donc faire face à un appauvrissement des plus pauvres.
- Une interprétation plausible pour certains de ces territoires : la proportion d'immigrants récents (cinq ans et moins) y a augmenté entre 2000 et 2005, dans Bordeaux-Cartierville et Ahuntsic principalement, et elle demeure toujours beaucoup plus élevée que la moyenne montréalaise dans les CLSC Parc Extension, Métro et Bordeaux-Cartierville (voir tableau). Or dans presque toutes les régions urbaines du Canada, le taux de faible revenu des populations récemment immigrées a beaucoup augmenté depuis 20 ans. Certains quartiers ou secteurs montréalais tendent-ils vers la ghettoïsation? Quelles en seraient les conséquences sur le tissu social et la santé?

Une réalisation du secteur **Surveillance de l'état de santé à Montréal (SÉSAM)** de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Rédaction : Christiane Montpetit et Emmanuelle St-Arnaud-Trempe, agentes de planification, de programmation et de recherche

Avec la collaboration de Olivier Juneau, technicien de recherche, James Massie, technicien de recherche et Carl Drouin, responsable du secteur SÉSAM

Cartographie : Patrick Herjean, Centre de recherche Léa-Roback

Graphisme et photographie: Paul Cloutier

© Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2008)
Tous droits réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2008
ISBN 978-2-89494-756-2 version PDF
ISBN 978-2-89494-743-2 version imprimée (1^{ère} édition) prix : 5.00 \$
ISBN 978-2-89494-744-9 version PDF (1^{ère} édition)

GARDER
notre monde
EN SANTÉ

Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal

Québec

